



■ AVIS PUBLIÉ AU BOAMP N° 19-66013

Vendredi 26 Avril 2019

Date d'envoi au service éditeur : 26/04/2019

Mis en ligne sur le site www.boamp.fr du 26/04/2019 au 28/05/2019

Avis faisant référence à cette annonce (0) :

- > Créer un avis de transparence ex ante volontaire
- > Créer un avis de résultat de marché
- > Créer un avis d'annulation
- > Créer un avis rectificatif

[> Voir l'annonce sous sa forme originale](#)

Imprimer

Retour

Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

[> Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 59

Annonce No 19-66013

Travaux

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Cté de Communes des Hauts de Flandre.

Correspondant : M. le président, 468, rue de la Couronne de Bierne 59380 Bergues, tél. : 03-28-29-09-99, télécopieur : 09-28-68-70-04,

courriel : marieclaire.tyberghain@cchf.fr adresse internet : <http://www.cchf.fr>.Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marchespublics596280.fr>.*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :* Services généraux des administrations publiques.**Objet du marché : travaux de voirie 2019 -1ère phase - travaux neufs d'accessibilité PMR et d'amélioration de la résistance mécanique de la voirie par augmentation d'épaisseur de la couche de surface et/ou recalibrage et rechargement.***Type de marché de travaux :* exécution.*CPV - Objet principal :* 45233140.*Lieu d'exécution :* .*Code NUTS :* FRE11.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

la Communauté de Communes des Hauts de Flandre envisage la réfection de diverses voiries, trottoirs et parkings, divers travaux d'aménagement sur le territoire de ses communes. Les prestations sont réparties en 4 lots, attribués par marchés séparés

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : en application des articles R. 2194-1 à R.2194-R.2194-9 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, le présent marché public pourra être modifié sous forme de clauses de réexamen :

-Réalisation de prestations supplémentaires, modifications de la masse des travaux, prix nouveaux des travaux conformément aux articles 15 et 16 du Ccag-Travaux,

-Lorsqu'un nouveau titulaire remplace le titulaire initial du marché public dans les cas énoncés à l'article n° R.2194-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018,

-Dans les cas prévus aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du Ccag-Travaux,

-En cas de prolongation des délais en application de l'article 19.2.2 du Ccag-Travaux,

-Conformément à l'article 46.1.1 du Ccag-Travaux en cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra soit résilier le marché, soit accepter sa continuation par les ayants-droit ou le curateur.

-En cas de remplacement du mandataire du groupement, conformément à l'article 48.7.2 du Ccag-Travaux,

- en cas de nouvelle répartition suite à la défaillance du mandataire, conformément à l'article 48.7.3 du Ccag-Travaux,

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché (sans publicité préalable et sans mise en concurrence) pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure adaptée article R.2122-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et qui seront exécutées par le ou les attributaire(s) du présent marché.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.*Date prévisionnelle de commencement des travaux :* 1.e.r juillet 2019.*Cautionnement et garanties exigés :* il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues au décret relatif aux marchés publics.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :* le marché pourra être attribué à un titulaire unique ou à un groupement d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché.

Il est rappelé qu'en vertu de R. 2151-7 du code de la Commande Publique, il est interdit pour un candidat de présenter pour le marché ou certains de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois :

1° en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° en qualité de membres de plusieurs groupements.

*Unité monétaire utilisée, l'euro.**Conditions de participation :**Critères de sélection des candidatures :* les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du soumissionnaire sont :

- Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de l'opérateur économique et le nombre de cadres pendant les trois dernières années
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur économique dispose pour l'exécution du marché
- Indication de la part du marché que l'opérateur économique a éventuellement l'intention de sous-traiter.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : un mémoire technique : ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur. Il pourra y être joint des plans d'ensemble et de détail explicitant les offres. il comportera obligatoirement (cf. règlement de la consultation) :
- Une note reprenant les indications sur la qualité des principales fournitures (fiches techniques des matériaux datant de moins de six mois),
- Une note indiquant les principales mesures proposées pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier,
- une note présentant la démarche qualité menée par l'opérateur économique,
- les plans.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : OUI

Critères d'attribution :

- Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.
- prix : 60 %;
- valeur technique : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 28 mai 2019, à 11 h 30.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAPA n° 2019-12.

Renseignements complémentaires : pour les lots n° 1, 2 et 3 : les soumissionnaires peuvent se rendre sur site de façon autonome. Les opérateurs économiques sont réputés avoir pris connaissance des lieux préalablement à toute remise d'offres.

Pour le lot n° 4 : la visite du site est obligatoire. Chaque soumissionnaire devra obligatoirement s'être rendu sur le site préalablement à la remise de l'offre afin de reconnaître les lieux où les prestations doivent se dérouler.

Pour convenir de la date de visite, les soumissionnaires sont invités à contacter (au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, soit avant le 17 mai 2019) les référents CCHF pour les chantiers du lot n° 4 comme suit :

- Pour le chantier de Watten : M. Eric BRACHOT (06.79.64.71.65) - eric.brachot@cchf.fr
- Pour le chantier de Zegerscappel : M. Alain MILLE (06-30-25-37-96) - alain.mille@cchf.fr.

Chaque soumissionnaire (pour le lot n° 4) devra obligatoirement insérer le certificat de visite dans l'enveloppe contenant son offre.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Les documents de la consultation sont téléchargeables gratuitement sur le site : <https://marchespublics596280.fr>.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les candidatures et les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même soumissionnaire, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- uniquement par transmission électronique via la plateforme : www.marchespublics596280.fr

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique (clé usb, cd...) peut être envoyée ou remise par le soumissionnaire :

- sur un support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.
- sur un support papier et remise sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé.

La copie de sauvegarde devra être envoyée ou déposée sous plis scellé à l'adresse ci-dessous :

Communauté de Communes des Hauts de Flandre
Service Marchés Publics
468, rue de la Couronne de Bierne
59380 BERGUES

Avec les mentions suivantes :

mapa 2019-12 " Marché de travaux de voirie 2019 -1ère phase " Lot n°
copie de sauvegarde - ne pas ouvrir

Horaires d'ouverture : Du Lundi au jeudi de 8 heures à 11 h 45 - 13 h 30 à 17 h 15

Le vendredi de 8 heures à 11 h 45 - 13 h 30 à 16 h 15.

Négociation : après réception et examen des candidatures et des offres, si l'acheteur public le juge nécessaire, il peut procéder à la régularisation des offres irrégulières (à la condition qu'elles ne soient pas anormalement basses) et/ou inacceptables au sens de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique.

Dans un second temps, l'acheteur public peut, en vue de consolider le cadrage des propositions techniques des soumissionnaires et leurs adéquations avec les offres financières, engager les négociations avec les 3 (trois) premières offres issues d'un premier classement dont les candidatures ont été déclarées recevables et les offres régulières.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26 avril 2019.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Communauté de Communes des Hauts de Flandre.
Correspondant : M. François PAGNERRE, Directeur Technique, pôle Technique de Wormhout 7, Candaele Straete, 59470 Wormhout, ,
courriel : francois.pagnerre@cchf.fr.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de LILLE 5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 Lille Cedex,
tél. : 03-59-54-23-42, *courriel* : greffe.ta-lille@juradm.fr, *télécopieur* : 03-59-54-24-45.

Mots descripteurs : Voirie et réseaux divers.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 1. - " travaux de voirie sur les communes de bierne, crochte, killem, quaedypre et west-cappel ".

Réfection de diverses voiries

C.P.V. - Objet principal : 45233140.

Mots descripteurs : Voirie et réseaux divers

Lot(s) 2. - " travaux de voirie sur les communes de bollezeele, esquelbecq, herzeele, wormhout et zegerscappel ".

Réfection de diverses voiries

C.P.V. - Objet principal : 45233140.

Mots descripteurs : Voirie et réseaux divers

Lot(s) 3. - " travaux de voirie sur les communes de cappellebrouck, eringhem et merckeghem ".

Réfection de diverses voiries

C.P.V. - Objet principal : 45233140.

Mots descripteurs : Voirie et réseaux divers

Lot(s) 4. - " travaux d'aménagement sur les communes de watten et zegerscappel ".

Travaux d'aménagement proches d'écoles

C.P.V. - Objet principal : 45233140.

Mots descripteurs : Voirie et réseaux divers

Éléments de facturation :

Numéro d'engagement juridique : **MARCHES_PUBLICS**

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 20004095400014

Libellé de la facture : Communauté Communes Hauts de Flandre 468, rue de la Couronne de Bierne 59380 Bergues

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 28 mai 2019

Objet de l'avis : MAPA n° 2019-12 :Travaux de voirie 2019 -1ère phase

Nom de l'organisme : Cté de Communes des Hauts de Flandre

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

[Imprimer](#)[Retour](#)

CONS3711401



[> Informations légales](#)